



CRISE DES MIGRANTS
« L'EUROPE NE PEUT PAS NE PAS AGIR »

Le sénateur (PS) Jean-Pierre Sueur et le député (LR) Serge Grouard, deux anciens maires d'Orléans, livrent leur regard sur la crise des migrants qui secoue l'Europe.

La question des migrants a évidemment été abordée lors de la conférence de presse semestrielle du président français François Hollande: la crise des réfugiés « pour être maîtrisée et être le ser », a déclaré le chef de l'État, qui a montré en début d'intervention la photo de Jeanne Aïme, trouvée noyée sur une plage de Turquie. Interrogé sur le nombre de migrants qui seront accueillis dans l'Hexagone, il a annoncé le chiffre de « 24 000 personnes », c'est-à-dire un peu plus que les 25 700 personnes évoquées jusqu'ici: « La Commission européenne se propose de répartir 120 000 réfugiés (entre les pays de l'UE) sur les deux prochaines années, ce qui représenterait pour la France 24 000 personnes. Nous le ferons », François Hollande a enfin proposé d'accueillir à Paris une conférence internationale sur la crise qui secoue l'Europe et plaider pour des centres dans les pays d'origine ou de transit, afin d'éviter une crise humanitaire.



Le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur, présent samedi sur la plateau de France 3 Île-de-France, aux côtés de France 3 et d'Apostrophe 45, a dit pour sa part « regretter » que « il n'y ait pas la même mobilisation politique européenne lors de la crise grecque (...) et qu'il n'y ait pas la même « volonté pour apporter les réponses qui s'imposent dans les domaines, les dimensions, les tragédies liées à l'immigration ». Et de poursuivre: « Lorsque des êtres humains sont prêts à tout quitter et à traverser toutes leurs épreuves pour payer des passeurs et traverser les mers au péril de leur vie dans le dénuement le plus complet, ils ne le font pas par plaisir ! » Profondément européen, le sénateur Sueur veut croire que l'Europe « qui est un esprit, une réflexion, ne peut pas ne pas agir. Elle doit se mobiliser. Tous les pays doivent se mobiliser ensemble, de manière coordonnée. Il ne s'agit que « de demain, qui nous attendent: « des vols de reconnaissance au-dessus de la Syrie » préjugeant des frictions contre Daech, Berlin, « la Jordanie, le Liban et la Turquie ont accueilli plus de trois millions de réfugiés. L'Europe compte 200 millions d'habitants. Et est sûr qu'elle

peut et doit faire mieux. » Pour autant, « il faut, bien sûr, appliquer les lois, fixer des règles. Mais face à la détresse de ceux qui fuient la guerre, les tortures, les persécutions et la mort, la première règle est celle de l'humanité. Elle doit nous appeler à prendre des mesures coordonnées. »

« IMPUISSANCE DE LA FRANCE » Serge Grouard, ex-maire d'Orléans et député (LR) de Loire a déclaré à son tour: le réveil tardif de cette « tragédie » qui, semble-t-il, atteint son paroxysme avec la diffusion de la photo du petit Aïme, noyé sur une plage de la Méditerranée « comme un vulgaire débris ». Et d'insister sur son propos dans une tribune: « Il y a l'impitoyable constat de l'impuissance politique. Impuissance des États à décider quoi que ce soit, impuissance des grandes nations militaires à réduire ceux qui résistent qu'une bande de commandants internationaux concertés converger sur une réelle politique au Moyen-Orient. Impuissance de l'Europe, dépeçée par territoire de ses milliers de migrants. Partique levez. Drapez vous de la politique. Constatant l'impuissance de la France. Comme tout le monde, juste dans

la réaction à l'événement. Aucune initiative. Si, parlem: demander à chaque maître d'accueillir son contingent de réfugiés, d'inviter. Si cette crise assait son mépris - mais peut-elle en avoir un ? - ce devrait être de nous convaincre à concevoir enfin une vraie politique en matière d'immigration, prenant en compte la réalité des évolutions démographiques de nos territoires, liés des accidents et des condamnations faciles (...) Nous devrions également rechercher les conditions d'une convergence des États européens car aucune politique efficace n'est possible - au le est en ce moment - sans cette dimension européenne. Ce pourrait être, ce devrait être, une initiative de la France. Nous devrions la mettre en œuvre dans la durée et avec les moyens et la stabilité nécessaires à la réussite de toute politique. »



Retrouvez plus d'articles sur le site: www.apostrophe45.fr

Abonnez-vous à Apostrophe45 8,50 € par mois pour 1 mois 6,63 € par mois pour 3 mois 6,37 € par mois pour 1 an